

Nouvelle gouvernance et croissance économique

Les réformes nécessaires pour les pays en transition : entre autres, professionnaliser l'administration publique, dynamiser le marché du travail et le secteur privé.

ENTRETIEN avec *Torbjörn Becker et Ibrahim Saif* par *Paula Cusi*

Garantir une croissance inclusive et socialement durable, professionnaliser les institutions et les administrations publiques, dynamiser le marché du travail, promouvoir la bonne gouvernance et le rôle du secteur privé... Voici quelques-unes des solutions qui ont été proposées au forum international « Quelle gouvernance économique pour les transitions arabes ? », tenu en décembre 2011 à Barcelone. **AFKAR/IDEES** a rencontré deux de ses participants, Torbjörn Becker, directeur du Stockholm Institute of Transition Economics (SITE) et spécialiste des transitions dans les pays d'Europe de l'Est, et Ibrahim Saif, chercheur au Carnegie Middle East Center (Liban). Tandis que Saif affirme que le nouveau contrat social né entre l'État et les citoyens peut avoir des répercussions sur la coopération économique extérieure, Becker recommande à l'Union européenne (UE) et aux institutions financières internationales d'adopter une position neutre afin de soutenir les processus de réformes. Les deux s'accordent sur le fait que la lenteur inhérente à ces processus risque fortement de décevoir la population.

AFKAR/IDEES: *Quelles sont, à votre avis, les principales leçons apprises des transitions économiques en Europe centrale et en Europe de l'Est, susceptibles d'être utiles aux pays méditerranéens ?*

TORBJÖRN BECKER : Je pense que le plus important, c'est d'être conscients que le processus de transformation poli-

tique et économique demande beaucoup de temps, aussi bien s'il s'est produit dans le cadre d'une « thérapie de choc », comme ce fut le cas des anciennes républiques soviétiques, qu'à partir de révolutions comme le *Printemps arabe*. Il faut donc, dès le départ, être patients et réalistes. Il est important de poursuivre dans la bonne direction et de savoir que l'on ne peut pas tenir autant de promesses à court terme. Si l'on alimente et répand, parmi la population de ces pays, des attentes qui ne sont pas réalistes, les gouvernements et la communauté des donateurs vont avoir de graves problèmes.

A/1 : *Quel doit être ou peut être le rôle de l'UE dans ce processus ?*

T.B. : Dans le cas des pays du post-communisme, l'UE a apporté un soutien extérieur naturel et bénéfique pour les réformes. L'aspiration de ces pays à pouvoir rejoindre l'UE a été le moteur de nombreuses réformes indispensables, qui se sont basées sur le processus d'intégration. En Afrique du Nord, la situation est différente, car on ne peut plus promettre à ces pays d'entrer dans l'UE à court terme. Il est néanmoins possible d'entamer des négociations sur les accords de libre-échange et autres instruments facilitant le processus de transition interne. L'UE doit être secondée par les organisations internationales, la société civile, les ONG et les autres intervenants au dialogue national.

A/1 : *Pourtant, certains des experts présents à cette conférence sont de l'avis que l'UE devrait rester en marge de ce processus...*

T.B. : L'UE peut avoir un rôle positif et devenir un modèle, mais elle ne peut pas se présenter comme nouveau leader autocratique tentant de dicter aux gouvernements leurs politiques, priorités et réformes. Cela serait une erreur gigantesque. Nous devons tout au moins être présents, apporter une aide technique dans certains cas, un financement ou des accords de libre-échange dans d'autres.

A/1 : *Et quel devrait être le rôle des institutions financières internationales (IFI) ?*

T.B. : Ces institutions doivent être considérées dans la région comme un partenaire extérieur et neutre. Mais il est hors de question qu'elles se présentent avec une batterie de conditions et de programmes différents de ceux des autres pays. Nous ne pouvons pas accepter que l'Afrique du Nord bénéficie d'un traitement plus favorable ou différent de celui qui est réservé à l'Asie, à l'Amérique ou au reste de l'Afrique... Sa neutralité en serait mise en doute et ce serait une maladresse vis-à-vis des pays avec lesquels ces organisations ont des relations. Ceci étant, je pense que les pays arabes souhaitent que les IFI fassent également partie du processus de transformation.



Ibrahim Saif (gauche) et Torbjörn Becker (droite), lors de leurs interventions au forum international « Quelle gouvernance économique pour les transitions arabes ? », Barcelone, décembre 2011. /IEMED

IBRAHIM SAIF : Au lieu de parler de gouvernance en général et de conditionnalité, les IFI pourraient promouvoir des initiatives et des projets concrets, comme la transparence des dépenses publiques, le renforcement des commissions de lutte contre la corruption qui ont déjà été implantées ou la participation citoyenne aux institutions. De telles initiatives, bien ciblées, permettraient de renforcer ces institutions et de contribuer à la stabilité de ces pays. Les nouveaux gouvernements sont plus réceptifs à ce type d'aides.

A/I : *Quelles sont les réformes institutionnelles et politiques les plus urgentes pour la transformation socioéconomique au sein des pays en transition ?*

i.s. : Étant donné que nous sommes en train de parler d'un nouvel équilibre émergent dans ces pays, le plus important dans cette étape est de renforcer, en leur donnant les moyens nécessaires, les organisations de la société civile comme les ONG, les syndicats, les associations professionnelles et de consommateurs, etc. Ces organisations doivent être mieux représentées au sein des institutions de l'État et doivent pouvoir travailler ensemble pour défendre les droits de leurs membres. Les institutions, choisies démocratiquement seront ainsi

plus représentatives et compétitives, capables de répondre aux demandes sociales. Et c'est un processus peu coûteux pour un gouvernement.

A/I : *Les annonces des nouveaux gouvernements se sont davantage concentrées sur les réformes politiques que sur les aspects économiques. Que pouvons-nous attendre, en matière socioéconomique, de ces gouvernements ?*

i.s. : Les gouvernements récemment élus (Tunisie, Égypte, Maroc), et même les pays qui sont en train de réfléchir à ce qu'ils vont faire, comme la Jordanie ou le Yémen, se sont rendus compte que l'ancien modèle de croissance économique ne fonctionne plus et commencent à s'intéresser à des aspects comme le chômage, la pauvreté, la santé, la qualité de l'éducation ou la participation citoyenne. Ceci va-t-il se traduire par de véritables plans d'action ? Pour l'instant, ce n'est pas le cas. Mais aujourd'hui, la peur a lâché son emprise sur ces sociétés et le peuple a de plus en plus de requêtes, auxquelles les gouvernements n'ont d'autre solution que d'apporter une réponse. Mais cela peut demander du temps.

A/I : *Quelle sera, selon vous, la stratégie des nouveaux gouvernements*

en termes de coopération économique internationale ? L'Égypte et la Tunisie, par exemple, pourraient-elles remettre en question le processus de libéralisation de l'UE ?

i.s. : Il est vrai que dans les pays du sud de la Méditerranée, un débat pourrait s'engager pour savoir s'il faut revoir partiellement les accords économiques avec l'UE. Parfois, ces accords, approuvés par les anciens régimes, sont illégitimes et déséquilibrés dans la mesure où lorsqu'ils ont été signés, ils ne servaient pas les intérêts du pays, mais ceux des entreprises les plus influentes. Quoi qu'il en soit, la plupart de ces pays, notamment la Tunisie et l'Égypte, font déjà partie de l'Organisation mondiale du commerce, et maintiendront leurs relations économiques avec le reste du monde. Nous pourrions assister à une nouvelle dynamique de coopération économique avec l'UE, reposant sur des intérêts mutuels et non plus sur des relations de dépendance, pour donner lieu à des accords plus équilibrés (y compris dans les chapitres de l'agriculture et des services). Mais je ne pense pas que ces gouvernements aient l'intention de faire marche arrière dans les relations économiques avec l'Europe. Même les islamistes qui ont remporté les élections sont prêts à les maintenir. ■